

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.
 } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.

Organe de,
défense nationale
des Peuples
du



CAUCASE } Géorgie
 } Azerbaïdjan
 } Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

L'Equilibre européen.....	J. SOUBRAY
La politique de provocation.....	G. G.
Les évènements de Géorgie.....	***
La Perse et les émigrés.....	SUBIK TEKIN
Une Protestation Nord-Caucasienne.....	***
En Azerbaïdjan.....	YAVOUZ
La question agraire chez les Montagnards	BILATTY
Le dumping soviétique présente-t-il une menace réelle pour l'économie de l'Occident.....	V. SADOVSKI

*Prof. à l'Ecole Polytechnique
Ukrainienne en Tchécoslovaquie*

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord' — Géorgie — Ukraine.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

sang impur les sillons marxistes..., bref, les dangers de tous ordres que font courir au monde et à la civilisation la présence à ses portes d'un ennemi dont, comme au temps de la décadence romaine et des invasions barbares, on songe beaucoup plus à conquérir les bonnes grâces qu'à neutraliser l'action néfaste. Mais, arrivé à ce point de son étude, l'auteur lui aussi s'arrête dans ses conclusions et n'envisage guère les moyens pratiques de parer aux menaces dont il dénonce l'imminence. Le doigt placé sur le principal foyer du mal qui ronge l'organisme occidental, il préconise l'emploi de palliatifs assez vagues au lieu de remèdes nets et précis. « Wait and see ! », la formule si en honneur depuis l'armistice, malgré les déboires que son emploi constant a suscités, lui semble en définitive la seule opportune, et il s'en remet surtout au temps et à la bonne nature du soin d'arranger les choses en rendant la santé et la belle humeur à un monde perclus de douleurs.

Le second article, d'ordre plus général, envisage tout à la fois le problème russe et ses corollaires en Occident; et, au lieu de s'arrêter au diagnostic du mal, il recommande une médication précise; celle-ci vaut qu'on l'examine, car elle, au moins, tient compte des deux grands principes laissés de côté à Genève, La Haye, etc..., malgré leur importance décisive : l'équilibre européen et la question des nationalités.

Examinant l'assiette de l'édifice bâti par les traités de 1919, l'étude en montre les défauts bien connus; elle insiste sur les inconvénients d'une méthode qui consista, ici, à tenir compte des aspirations patriotiques des peuples, et là, à les négliger; du paradoxe qui présida à la création de cette Autriche, tête sans corps, astre sans chaleur, appelé fatalement à évoluer dans l'orbite de l'étoile la plus proche : le soleil allemand; elle expose les appréhensions des Tchèques encerclés sur leurs deux ailes, forcés dans leur redoute par l'ennemi héréditaire, assistant avec angoisse au développement de la dernière manœuvre, celle de l'Anschluss, arrêtée de justesse, pendant que se développent et s'accusent les idées séparatistes chez trois millions de leurs ressortissants; elle précise les progrès accomplis par une propagande qui vise à l'amalgame de tous les pays où résonnent les syllabes germaniques... *so weit die deutsche Zung Klingt...* à la mise en chantier peut-être proche des anciens travaux du Mittel Europa et du Drang nach Osten. Cependant que, découragés par les progrès des inlassables et sourds travaux de sape qui minent les fraîches assises de leurs nouvelles habitations, les peuples de l'ancienne monarchie danubienne se demandent parfois si Jellinek n'avait pas raison, en 1912, de préconiser le maintien provisoire de l'armature habsbourgeoise, seule capable suivant ses conjectures de protéger avec efficacité les territoires slaves contre les curiosités qui se faisaient jour déjà sur les rives de l'Adriatique comme sur les bords de la Sprée, et auxquelles se superposent maintenant les visées de Moscou la Rouge et les désirs de revanche avouée ou secrète des nations secondaires défaites en 1918 et marchant silencieusement dans le sillage de Berlin.

Messianisme germanique, messianisme russe, devoir commun de rassembler des terres et des âmes, au nom de l'histoire, de l'ethnologie, de l'identité de culture, de langage et de traditions, ou simplement du droit de rédemption dévolu à certaines races marquées du signe céleste...; comment ne pas songer à opposer l'une à l'autre ces deux doctrines qui, semblables par leurs concepts, doivent logiquement entrer en

concurrence sur le champ d'action commun où elles sont appelées à évoluer; comment ne pas mettre à profit cet antagonisme latent et s'en servir pour restaurer la stabilité de l'Europe; la Moscovie redevenant la protectrice naturelle, la providence des nations slaves comme en 1914, et les défendant contre les entreprises de la Germanie et de ses satellites, contre celles de la nouvelle Rome et des champions de la *mare amarissima* ?

La théorie ainsi émise, *à priori* séduisante, encore qu'elle considère comme un fait accompli la disparition des Soviets et n'envisage aucune disposition propre à hâter pratiquement la venue de cet événement d'apparence fortunée. Mais, en suivant de près la question, en observant ce qui se passerait pour le cas où une Russie régénérée reprendrait sa place au soleil du monde civilisé, rien n'autorise à penser que ce pays s'engagerait dans la voie indiquée par l'auteur et se prêterait à ce rôle de contrepoids, qu'on escompte lui voir jouer. Au contraire, il serait beaucoup plus tenté d'unir ses forces à celles de ses prétendus adversaires.

Sans doute, il y eut la guerre : entre les deux mondes slave et german, pareils à des condensateurs chargés d'électricité contraire, Serajevo fut la cause déterminante, l'étincelle qui provoqua l'embrasement général. Sans doute, après avoir mobilisé ses armées pour défendre la Serbie, le gouvernement du tsar, reprenant devant la Douma le thème cher à l'âme moscovite, parlait de « libérer » les Slaves, tous les Slaves. Mais on sait, par la suite, à quelles répugnances se heurtèrent à Pétersbourg même, la poursuite des hostilités, quelles sympathies ouvertes ou cachées s'offrirent à la propagande allemande au seuil de la cour pétersbourgeoise. On connaît également l'opposition marquée par l'Empire russe aux projets de démembrement de l'Empire Austro-Hongrois; de sorte que pour les Tchèques comme pour les Yougo-Slaves, la cause russe, au moment de l'élaboration des traités fut sans doute une heureuse fortune car la présence à la table des conférences d'un représentant des principes monarchiques et de l'absolutisme eut certainement entraîné des conséquences favorables à Vienne et par conséquent défavorables à Prague et à Belgrade.

Et puis, aujourd'hui, la situation de l'Europe est, on l'oublie trop, métamorphosée. Il n'y a plus deux mondes puissants, orgueilleux, respectés, aux prises dans les Balkans, et aux ambitions enchevêtrées en Galicie et sur la Baltique, mais deux vaincus, humiliés, privés de leurs clients et de riches provinces, associés par la force même des choses; ayant sur leur route les mêmes obstacles, la Pologne surtout; intéressés mutuellement à se prêter main-forte pour frayer un chemin à leurs politiques; unis déjà par l'accord de Rapallo en attendant que, comme au temps de Muersteg et de rivalités macédoniennes, Prague et Trieste puissent servir de monnaie d'échange avec les pays baltes et la banlieue de Byzance.

Certes, il existe une forte part d'utopie dans la réalisation des plans grandioses qui hantent beaucoup de cerveaux fidèles aux concepts représentés naguère par le kaiserisme et le tsarisme. D'abord quant aux principes. Le monde germanique peut, il est vrai, se targuer des affinités qui unissent les uns aux autres les groupes ethniques dont il préconise l'amalgame; encore que des événements récents survenus en Palatinat aient montré la profondeur de ce sentiment séparatiste dont beaucoup nièrent l'existence pendant l'éphémère existence de la République rhénane; encore que la facilité avec laquelle les Allemands de Silésie se laissent poloniser en retournant à leur ancienne sujétion, prouve la persistance de

ce sentiment particulariste, qu'il serait sans doute aisé de découvrir sous la grande draperie prussienne en Bavière, en Saxe, en Wurtemberg, en Thuringe, etc...; mais cet esprit de solidarité, si factice soit-il, qui imprègne les différents peuples d'origine teutonne, n'existe à aucun degré chez les groupes d'origine slave.

La Pologne ? L'énoncé seul de ce nom fait songer à l'ennemi héréditaire, aux démembrements machinés par Catherine, aux luttes héroïques et malheureuses entreprises durant un siècle et demi pour recouvrer une indépendance perdue avec Kosciusko. Pourvu qu'après cela, Varsovie puisse se laisser charmer par la sirène panslaviste, et nouer des liens fédératifs même les plus ténus avec sa dangereuse voisine, semble d'un dilettantisme un peu superficiel. La Bulgarie ? On sait comment l'enfant chérie des tsars n'hésita pas à faire passer ses aspirations territoriales avant les désirs de ses protecteurs, et se jeta dans le camp des Centraux quand elle entrevit dans le mirage de leur victoire la reconstitution des projets de San Stefano. Les Slaves d'Europe centrale ? La Russie a pu se faire illusion naguère sur leurs sentiments et prendre pour un désir d'union la sympathie qu'ils témoignaient à une bienveillante amie. Ces marques d'attachement ne signifiaient nullement l'intention de changer un joug contre un autre, surtout que la tutelle de la Ballplatz apparaissait à tous les esprits avertis comme bien préférable à celle de Tsarkoé-Selo; le régime octroyé en 1914 aux Galiciens par le comte Bobrinski a d'ailleurs amplement justifié ces appréhensions. Quant à l'Ukraine, aujourd'hui courbée sous un joug douloureux, son souci, dans l'avenir, sera certainement, après l'expérience commencée sous l'hetman Chmelnitzky, d'éloigner le plus possible la coupe d'amitié et de protection réciproque qu'une Russie rouge ou blanche l'inviterait encore à partager.

Panslavisme, pangermanisme. L'heure n'est plus aux grandes phrases. leurs échafaudages se sont patout effondrés sous le béliet des sentiments particularistes et régionaux. Au lieu de l'unification souhaitée, célébrée, orchestrée par certains dans un fracas qui fait illusion à beaucoup, ce sont au contraire les idées de morcellement, l'individualisme outrancier, l'esprit de clocher qui prévalent partout. Logiques ou non, ces tendances l'emportent, enfreignant toutes les règles auxquelles on veut les plier, n'admettant ni raisonnement ni entrave, surtout chez les groupes jeunes, les peuples fraîchement émancipés chez qui le dogme de la souveraineté nationale s'entoure d'une ferveur sacrée comme on le constate en Catalogne, en Irlande..., voire en Ecosse et en Flandre.

Au reste, les théories opposées à ce renouveau de patriotisme local, ne se distinguent pas elles-mêmes par la beauté de leurs arguments. Leurs bases sont au moins aussi discutables. En quoi consistent-elles ? Dans l'identité ou la parenté de langage ? Mais, les peuples les plus cartésiens du globe, les latins, ne s'en prévalent pas. Il n'existe pas de panlatinisme; et pourtant, les idiomes que l'on emploie à Rome, Paris, Madrid, Bucarest, Lisbonne, sont aussi proches cousins de ceux dont on use à Moscou, Kiev, Varsovie, Bucarest et Prague. Les liens du sang ? Le critérium est aussi aléatoire. Toutes les races du monde, sauf dans certaines îles, ont été bravées sans trêve, au cours des âges, par les migrations et les conquêtes. Chacune ne représente qu'une parcelle souvent infime de l'élément dont elle se prétend l'héritière. L'unité de religion ? Chez les adeptes du culte le plus nationaliste du monde, chez les musulmans, chaque essai de confédé-

fation s'est révélée irréalisable, et le panislamisme chimérique. Les droits historiques ? Mais, tous les pays sont passés de mains en mains depuis la domination romaine; et la plupart des peuples n'occupent même pas le berceau de leurs aïeux. La France rejetée à l'Ouest, n'englobe pas la terre des Francs, la Franconie; ni la région de Touthein, d'où partirent les Saliens; ni la Flandre, qui si longtemps releva des Capétiens et des Valois; ni la Gaule piémontaise; ni le Milanais de François I^{er}; ni la Catalogne de Roland et de Charlemagne, etc...; au contraire de sa voisine, qui évoque si volontiers l'histoire du Saint-Empire, elle ne mise pas à faire valoir ses droits à ses anciennes frontières naturelles, et encore moins à cette Autrasie qui, durant quatre siècles avant le traité de Verdun, constitua l'apanage principal de sa dynastie.

Cette modération est habileté. Chercher à rassembler des terres, à incorporer des populations plus ou moins mêlées, sans leur consentement absolu, est de nos jours besogne ingrate, et vouée d'avance à la stérilité. Les seules nations stables sont constituées suivant la formule de Renan, c'est-à-dire « par un groupe d'hommes libres, partageant le même idéal, guidés par le même enthousiasme dans la réalisation d'un programme commun ».

Est-ce à dire que, les circonstances aidant, les apôtres des doctrines impérialistes ne chercheraient pas, comme autrefois, à passer de la théorie à l'action, et que les projets mégalomanes soient désormais exclus du champ des préoccupations humaines ? Ce serait d'un optimisme bien regrettable que de le prétendre. Il suffit, pour éclairer sa lanterne, d'observer l'état des esprits dans une partie de l'Allemagne et de penser à quels résultats mènerait l'accès au pouvoir des Hitlériens, même si les responsabilités gouvernementales devaient tempérer l'ardeur de leurs passions et le chauvinisme de leurs esprits.

En Russie — et c'est ce qu'on ne saisit pas assez en France — une Restauration analogue aboutirait à des effets identiques. Au milieu des indicibles tribulations d'un exil courageusement supporté, la foi dans la résurrection de la Grande patrie demeure intacte chez tous les émigrés. Elle devient même plus ardente, plus enfiévrée semble-t-il, à mesure que les années passent. L'image de la Sainte-Russie apparaît à leurs yeux comme une icône sacrée dont le fond d'or aux lueurs mystérieuses illumine l'âme d'espoirs radieux; « clarté vibrante à leur horizon noir » eût chanté Baudelaire; vision béatifique dont aucun des errants ne se détourne mais qui, chez eux aussi, tendra certainement à passer du domaine des rêves dans celui des réalisations en cas de disparition du régime marxiste; et si les plans d'hégémonie slave sont provisoirement laissés, dans les premières années d'une Restauration, dans l'ombre, au contraire, maints indices laissent présumer que, dès leur retour au Kremlin, les patriotes mettront tout en œuvre pour amener le remaniement des traités qui ont arraché du sol national les terres léguées par Pierre le Grand et les vaillants aïeux. Du fond du golfe de Bothnie à l'embouchure du Pruth, il y a là une immense frontière dont personne parmi eux n'admet la légitimité et que chacun voudra reporter à ses bornes d'autrefois; un mur gigantesque que, comme au temps du plus grand des tsars, on devra percer de fenêtres pour permettre au géant de Dostoïewky de respirer; et pour l'accomplissement de cette pieuse besogne, seul le voisin allemand — le simple aspect d'une

carte le démontre — est en mesure de prêter l'échelle nécessaire et les outils de démolition efficaces.

Ainsi, une Russie régénérée, loin de servir de contrepoids à des ambitions dangereuses, sera naturellement portée à leur associer sa propre politique d'expansion. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir, et l'on risqué d'assister non pas à l'antagonisme que l'on escompte, mais à la conjonction étroite des deux impérialismes présumés rivaux.

Péril rouge d'aujourd'hui, caractérisé par les préparatifs signalés précédemment et l'énigmatique convention de Rapallo; péril blanc de demain, esquissé dans les propres journaux de l'émigration et susceptible de s'aggraver d'une crise réactionnaire en Allemagne; comment conjurer ces dangers présents et futurs ?

Sans avoir la prétention de préconiser une panacée — il n'en existe pas plus en politique qu'en médecine — capable de guérir notre vieux continent de ses tribulations présentes et prochaines, observons qu'en présence d'une situation ainsi définie, les diplomates d'autrefois eussent tenté avant tout à rétablir l'équilibre compromis; et, sans s'embarrasser de discussions nuageuses, d'opposer à une coalition en voie de formation le groupe des intérêts opposés. Richelieu n'a pas agi autrement en recherchant l'aide des petits princes protestants d'Allemagne contre la puissante Maison d'Autriche; et la Grande-Bretagne, en soutenant les nations européennes, d'abord contre la France de Louis XIV et de Napoléon, puis contre la Germanie de Guillaume II. Aux tentatives d'hégémonie d'une puissance ou d'un groupe d'Etats, le moyen rationnel de faire échec est évidemment de susciter l'association des pays menacés. Procédé peut-être suranné, mais toujours efficace; car, en diplomatie comme dans le reste, le mieux semble encore d'user de méthodes d'apparence discrète, à condition de les adapter aux nécessités de l'époque et à l'évolution du monde moderne.

C'est d'ailleurs, malgré la rhétorique dont on l'enveloppe, la règle qui présida à l'élaboration du règlement de comptes de 1919, c'est elle qui assure le maintien de la stabilité présente si précaire soit-elle. Le bloc de la Petite Entente est encore le plus sûr garant de l'ordre en Europe centrale. Il prémunit cette partie du continent des bouleversements que veulent apporter aux statuts territoriaux actuels, les pays défaits, mécontents ou démembrés, impatients de corriger les anomalies existantes; tandis qu'en face des flots grondants de la mer russe, se dresse la digue des Etats nouveaux ou agrandis depuis la guerre, unis les uns aux autres par la plus évidente des communautés d'intérêts.

Mais, une telle digue est, comme un organisme vivant, exposée à mille dangers. On doit la surveiller sans trêve, remplacer les moellons disparus, boucher les fissures, surtout dans les parties les plus exposées, aux frontières méridionales de la Pologne, où une propagande sournoise filtre sans trêve, cherchant à dissocier l'Etat, à attirer les ressentiments entre le gouvernement et ses sujets ruthins. On doit prendre garde au ressac qui menace d'emporter des pans de muraille en face des Républiques soviétiques de Carélie et de Moldavie; prodiguer partout le ciment de l'arbitrage et de la conciliation. On doit aussi le mettre en état de résister aux raz de marée futurs, dont tout esprit averti, comme l'auteur de l'article sur l'armée rouge, appréhende aujourd'hui l'ampleur; et dans ce but, prévoir son renforcement, l'adjonction de nouveaux brise-lames, de nouveaux murs de soutènement.

L'Ukraine, le Caucase, le Turkestan constituent, avec une évidence criante, les arcs-boutants qui doivent servir à étayer ce rempart, et le mettre à même de résister au flot envahisseur qui menace aujourd'hui la civilisation de l'Europe, et demain menacera ses statuts politiques : contre-forts naturels qui se prolongent vers l'Est, limitant l'action probable du flux, contrecarrant les efforts de ses lames et auxquels viendraient fatalement s'adjoindre l'Etat d'Ankara, aujourd'hui isolé au milieu d'un mur d'ennemis et contraint pour ne pas périr de faire bonne figure à son adversaire classique, de lui donner des gages, en reniant ses programmes et fermant à Constantinople les imprimeries des journaux azerbaïdjanais et turkestanais.

Ainsi semble pouvoir être réalisée, pendant un temps du moins, la stabilité tant cherchée; car il apparaît clairement comme on l'a dit tant de fois, sans réussir à se faire entendre, que la Russie privée d'une partie de ses provinces, de celles où elle recrute ses meilleurs soldats et où elle puise ses plus précieuses ressources, se trouvera affaiblie et par conséquent moins dangereuse, même si elle est amenée à resserrer très vite les liens noués à Rapallo.

Un tel plan s'impose à tout esprit objectif qui examine prudemment les faits et ne raisonne que sur leurs incidences; qui s'applique à voir au loin, tout en évitant les chimères, et cet écueil que Bismarck considérait comme la pierre d'achoppement de la diplomatie: c'est-à-dire l'imagination.

Mais, sa mise à exécution, il faut bien le reconnaître, se heurte encore à maintes difficultés. Il y a la méfiance qui s'attache aux concepts simples à ceux dont la réalisation exige une volonté agissante et une continuité de vues peu compatible avec les institutions modernes. Il y a la nécessité d'aider efficacement des peuples qui, à moins d'un cataclysme nouveau, ont besoin d'appui, comme autrefois l'Amérique, l'Italie, la Grèce, etc..., pour trouver le chemin de leur liberté et conquérir leur indépendance. Il y a la sentimentalité qui s'attache, en France surtout, aux affaires de Russie, d'un grand et sympathique pays, que l'on considère toujours comme formant un tout indissoluble, un Etat homogène, capable de ramener l'ordre en Occident et le pactole dans les caisses, dès qu'aura cessé l'anesthésie bolcheviste; il suffisait d'assister, pour s'en rendre compte, aux réunions tenues à Paris après la disparition de Koutieпов et de voir à quel point l'auditoire épousait la thèse exposée à la tribune par les orateurs « blancs » et vibrait à leur unisson; sans penser que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de Moscou et de Léninegrad depuis les beaux jours de Cronstadt et de Tsarkoïé-Selo.

Il y a surtout les idées préconçues qui résultent d'un manque à peu près total de documentation; les goûts d'une époque pressée, peu portée à lire, à comparer, à s'en rapporter aux leçons de l'histoire; amoureuse des lieux communs, des formules creuses, des fortes généralités des descriptions d'un dilettantisme facile; au reste négligente et débonnaire, si bien désemparée par la sarabande confuse et précipitée des événements contemporains, qu'elle semble ne plus même chercher où se trouvent le salut et la vérité.

Journaux et périodiques qui devraient l'éclairer, la cantonnent au contraire la plupart du temps dans un scepticisme vivace dans ses erreurs. En matière diplomatique, ils suivent généralement l'opinion plus qu'ils ne la dirigent et l'intéressent plus qu'ils ne l'instruisent. Après l'avoir laissée

avant guerre dans une ignorance à peu près complète de l'état réel des affaires russes, comme des revendications tchèques et yougo-slaves, ils ne l'ont guère mieux mis au courant à l'armistice de ce qui se passait à Kiew, à Tiflis et à Tachkent et des mouvements d'indépendance déclanchés par les populations d'un Etat dont ils discernaient d'une façon confuse la vraie structure; et maintenant ils ne l'informent guère mieux des événements qui ont pour théâtre l'Empire des Soviets, de la lutte obscure que soutient contre un régime oppressif soixante millions d'allogènes susceptibles de devenir, une fois constitués en Etats indépendants, les meilleurs éléments de la paix européenne.

Cette inattention apportée par certains à l'étude des problèmes ethniques, tandis que d'autres, mieux avisés, s'en occupent activement pour troubler l'ordre établi, fut la cause de maints déboires récents, sans même remonter à la reconnaissance du gouvernement de Wrangel quelques semaines avant sa chute. Elle apparaît comme la principale cause qui empêche d'asseoir sur des bases stables le statut de l'Europe et d'éliminer les causes des troubles. Le principe des nationalités, c'est vrai, ne cadre pas avec tant de nobles idées, éloquemment défendues à tant de tribunes. Mais, rappelons-nous cependant, c'est sous les plis de cette enseigne que fut conduite toute la guerre de 1914 à 1918. Après l'avoir tant agitée devant l'humanité entière, on ne peut brusquement reléguer cet oriflamme au fond de l'arsenal diplomatique, telle une bannière d'orphéon sans valeur. Des groupes sans nombre croient aux vertus de cet insigne dont on leur a si souvent vanté les mérites; et si, au jugement de certains, il apparaît comme anachronique, on peut répondre qu'il semble l'être moins que le maintien d'empires hétéroclites comme celui des Soviets, où tant de milliers d'hommes aspirent à vivre leur vie propre, dans des frontières à eux.

Sans doute, ne concorde-t-il pas avec les abstractions généreuses, celles que l'on cultive dans les grands parterres internationaux, ces semences germéraient dans l'avenir pour le bien du monde, tout homme de cœur l'espère. En attendant, après des expériences douloureuses, des randonnées éperdues dans les champs azurés de l'idéal suivies du retour dans le sombre hangar des réalités, il a bien fallu constater que le temps n'est pas venu encore de réglementer les appétits avec des mots et d'arrêter les convoitises avec des formules. Chacun souhaite l'avènement d'une ère de concorde et d'équité; mais, les pactes, accords et protocoles ne suffisent pas à prévenir les conflits et à édulcorer les passions. Le progrès ne consiste pas dans une marche accélérée et irréfléchie, mais dans un ajustement judicieux du passé et du présent... *non fecit salta*. En politique comme dans la nature, tout est harmonie, nuance, mesure; et à vouloir précipiter l'allure, on risque de déraiper et d'aller droit dans le fossé.

J. DE SOUBRAY.



LA POLITIQUE DE PROVOCATION

Des nouvelles terrifiantes nous arrivent du Caucase. La tuerie stupide et insensée qui se déroule en Géorgie et en Azerbaïdjan dépasse par son horreur tout ce qu'on peut imaginer. On ne peut lire sans frémir les courts communiqués que nous publions ci-dessous : des centaines de paysans sont fusillés et parmi ces victimes de la barbarie moscovite, il y a des enfants de 7 et 9 ans et des vieillards octogénaires; des femmes et des enfants sans défense sont arrêtés et relégués en masse en Russie.

Ce n'est pas que leur nombre nous paraisse trop élevé, les bolcheviks nous ont habitué à des excès beaucoup plus effroyables, mais cette fois leur atrocité dépasse toute mesure et atteint une folie qui ne peut avoir aucune excuse, aucune circonstance atténuante, ne fut-ce qu'au point de vue de leur propre idéologie.

En effet, la période « héroïque » de la révolution est finie depuis longtemps; on est, ou tout au moins on prétend être dans une phase « d'édification socialiste », c'est-à-dire dans une période de travail constructif, régulièrement établi, minutieusement calculé et méthodiquement poursuivi. N'empêche que les malheureux citoyens géorgiens et azerbaïdjanais soient traqués, persécutés et massacrés. Cependant, ce sont de simples paysans qui n'ont jamais demandé autre chose qu'une modeste concession, celle de les laisser cultiver leur jardin.

Inutile. Vous pouvez être un honnête homme, un bon travailleur, absolument étranger à tout mouvement de nature à porter ombrage au pouvoir existant, vous n'en êtes pas moins exposé à tout instant aux foudres de la tyrannie sanguinaire de Moscou. Un beau jour votre modeste demeure est assaillie par une ruée de soldats armés jusqu'aux dents et, si vous n'avez pas réussi à fuir à temps, vous êtes perdus. Parmi les cris des femmes éplorées, à côté de berceaux éventrés, vous êtes abattus comme un chien. Les femmes et les enfants sont expulsés, sinon massacrés sur place, et dirigés vers le Nord, vers la Sibérie ou Solovki. Des dizaines de villages sont ainsi vidés d'habitants et mis à la disposition du gouvernement pour être repeuplés avec un autre élément qu'on croit, à tort ou à raison, plus sûr ou plus docile.

Mais quelle peut bien être la cause de cette folie ? On est généralement enclin à croire que c'est l'opposition des paysans aux entreprises de collectivisation que le gouvernement s'efforce de réaliser dans les Républiques caucasiennes. Certes, l'expérience soviétique se heurte à la psychologie du peuple, à ses mœurs et habitudes, aussi bien qu'à la structure économique et sociale établie depuis des siècles. On sait que, l'année passée, il y a eu sur ce terrain des conflits sanglants entre la population locale et les « brigades de choc » de Moscou. Le gouvernement a été contraint de refroidir son zèle et de reculer devant la menace d'un soulèvement général. Mais ce ne fut là qu'une manœuvre : il profita de l'accalmie qui régnait pour faire ses préparatifs et, le printemps venu, il jeta toute une armée dans la province rebelle, occupa les points stratégiques et se mit à exécuter son plan qui, comme l'on voit, n'a rien de commun avec la « collectivisation de l'économie rurale ».

Quel est donc ce plan ? Notre correspondant fait allusion aux intrigues de quelques Arméniens qui seraient tentés, dans l'époque transitoire où nous sommes, de s'emparer, sous la protection du pouvoir soviétique, d'un lambeau du territoire voisin. L'allusion ne nous paraît pas plausible. La situation actuelle au Caucase est si tragique pour tous, l'oppression soviétique si effroyable et la manifestation de solidarité entre les peuples du Caucase si éclatante, qu'on a peine à supposer qu'une telle bévée politique puisse prévaloir dans les milieux responsables du peuple arménien. Mais il ne faut jamais perdre de vue que nous avons affaire aux Soviets, et alors tout s'éclaircit et tout s'explique. Si quelques Arméniens y sont mêlés, il est évident qu'ils ne peuvent être que des instruments entre les mains sanglantes et criminelles des dirigeants de Moscou.

L'apparition de l'obscur Ter-Gabrielian dans les coulisses ténébreuses de l'activité soviétique à Paris y projette quelque lumière. Ce repris de justice, actuellement premier ministre de l'Arménie soviétique, avait une mission délicate à remplir. Il devait entamer des pourparlers avec les milieux arméniens de Paris et décider les émigrés arméniens à retourner dans leur patrie. A en croire les *Dernières Nouvelles* (N° 3831), M. Ter-Gabrielian a eu du succès. Il a été reçu à bras ouverts et même honoré d'un banquet. Il parlait, la voix attendrie, de la détresse de l'Arménie soviétique où la main-d'œuvre ne serait pas suffisante, et de la nécessité urgente de venir en aide aux réfugiés arméniens. L'éloquent agent des Soviets jurait de ses grands dieux qu'ils seront accueillis à Batoum avec tous les égards, transportés en Arménie aux frais du gouvernement et établis dans des villages fraîchement construits; ni les instruments de travail, ni le crédit agricole ne leur manqueraient point... Mais dans toutes ces promesses qu'il faisait miroiter devant les yeux éblouis de ses auditeurs, il y avait un point noir : M. Ter-Gabrielian n'a pas caché que pour les Arméniens, ressortissants du Caucase, la porte du paradis soviétique était fermée; seuls les Arméniens de « l'Arménie turque » pouvaient bénéficier de l'amnistie (?) et de la bienveillance du gouvernement soviétique, animé du plus pur sentiment humanitaire.

L'agent soviétique, il faut lui rendre cette justice, a fait preuve d'un talent diplomatique exceptionnel. Il a su se faufiler dans un milieu « bourgeois et capitaliste », capter l'attention des hommes honorables, faire vibrer les cordes patriotiques de leurs cœurs et même délier celles de leurs bourses. Les différentes organisations arméniennes assumeraient les frais de transport, des ports européens à Batoum, évalués à 100.000 livres sterling. M. Venizelos, ministre de Grèce, et M. Malinov, ministre de Bulgarie, auraient promis de prêter gratuitement des bateaux pour le transport de 5.000 réfugiés de Grèce et de 1.000 réfugiés de Bulgarie à Batoum. Ainsi nous verrons bientôt un afflux au Caucase de réfugiés arméniens dont le nombre atteindrait 30.000

Que la situation de tous les réfugiés en général soit des plus pénibles, on ne saurait en douter. Que les patriotes arméniens s'efforcent de soulager la misère de leurs coreligionnaires, rien n'est plus naturel ni plus louable.

Mais qu'il nous soit permis d'élever des doutes sur le « sentiment humanitaire » des Soviets.

Tout d'abord la personnalité de M. Ter-Gabrielian... Passons. Ses promesses relatives aux « villages fraîchement construits » et aux « crédits agricoles largement ouverts », particulièrement dans cette période de crise mondiale, ne sont que des fables. On sait que les caisses de Soviets sont vides. D'autre part, il est établi qu'en Arménie il n'y a pas des terres cultivables dans une mesure suffisante même pour les Arméniens autochtones. Et puis, pourquoi cette préférence pour les réfugiés de « l'Arménie turque » et cette rigueur inconcevable pour les Arméniens ressortissants du Caucase ?... Autant de questions qui nous autorisent à conclure que toute cette « humanité soviétique » n'est qu'une provocation de grande envergure.

*
* *

Le Caucase s'en va. L'impérialisme soviétique craque dans ses fondements. Dix années de lutte n'ont apporté aux bolcheviks que des déboires et de cruelles déceptions. On a eu beau envahir le pays, briser ses institutions libres, confisquer ses richesses et réduire sa population en esclavage, les peuples du Caucase restent, malgré tout, plus unis que jamais dans la lutte acharnée contre les envahisseurs, unanimes pour briser le joug moscovite et pour renouer le fil de leur évolution normale dans la paix et la dignité humaine. Que faire devant cette volonté inébranlable ? Où trouver dans cette union une fissure pour y introduire le venin susceptible de dissoudre la solidarité établie et la fraternité scellée sur les champs de tant de batailles ? Et si l'on recourait à l'ancienne méthode de provocation et d'excitation de haine et de rivalité entre les nationalités caucasiennes ?... Oui ! Mais comment ? Les Arméniens ne s'y prêteront plus : ils en ont assez souffert dans le passé. Les Azerbaïdjanis, non plus. Les Géorgiens, encore moins. Alors, il ne reste que des réfugiés de « l'Arménie turque », échoués dans différents Etats du Proche Orient. On voit bien que ce n'est pas par hasard que les Arméniens, ressortissants du Caucase, sont exclus du bienfait de l'« humanité soviétique ».

Le plan est bien conçu. Et voici de quelle manière il est appliqué :

M. Ter-Gabrielian est dépêché à Paris pour soutirer de l'argent aux honnêtes gens et organiser à leurs frais le transport de réfugiés totalement étrangers au Caucase. MM. Vénizelos et Malinov sont alertés et naturellement captés pour une œuvre aussi philanthropique. Parallèlement, le gouvernement de Moscou s'apprête à préparer « des villages fraîchement construits » pour les nouveaux colons arméniens. Malheureusement, s'il y a là quelque chose de frais ce n'est que le sang et les larmes des paisibles paysans géorgiens et azerbaïdjanis qui, avec leurs familles, sont massivement gouvernés de Moscou s'apprête à préparer « des villages fraîchement créés ou expulsés sans pitié de leurs villages. En effet, où se passent-elles ces horreurs ? Non pas en Arménie certes, mais dans la vallée de la Koura. Par contre, le point stratégique est bien choisi : il se trouve au centre du Caucase, au carrefour de trois Républiques caucasiennes et encercle d'une façon inquiétante Tiflis, capitale de la Géorgie. De là le venin de haine et de discorde peut se déverser plus facilement dans toutes les directions, et déclencher une lutte fratricide au sein même du Caucase. C'est là le but réel des Soviets et le seul moyen qu'il leur reste pour briser le front unique des peuples qui se dressent contre eux.



L'histoire se répète. En 1828-1829, le Gouvernement tsariste massacra les Géorgiens en Djavakhetie (Akhal-Kalaki) et établit à leur place les réfugiés arméniens chassés de Turquie, dans le seul but de briser l'épine dorsale du Royaume de Géorgie qui contrecarrait ses visées impérialistes. En 1931, le Gouvernement soviétique réédifie fidèlement la même politique dans le but de briser l'unité politique du Caucase.

Nous espérons que les héros de la liberté caucasienne ne tomberont pas dans ce piège. Ils trouveront une langue commune avec les nouveaux colons arméniens et mettront en échec cette manœuvre diabolique des Soviets.

G. G.

LES ÉVÈNEMENTS DE GÉORGIE

M. Kh. Chavichvili, délégué du gouvernement national de Géorgie à Genève, a adressé à Sir Eric Drummond, Secrétaire général de la S.D.N., la lettre suivante :

Genève, le 25 septembre 1931.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous communiquer, au nom de mon gouvernement, les renseignements ci-joints que je viens de recevoir de Géorgie concernant les événements tragiques qui s'y déroulent et vous prie de bien vouloir les transmettre au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations.

A ce sujet, je me permets de vous rappeler la résolution de la V^e Assemblée de la Société des Nations aux termes de laquelle le Conseil est invité à suivre les événements de mon pays afin d'y rétablir une situation normale et je suis certain que les renseignements ci-inclus retiendront son attention.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Signé : Kh. CHAVICHVILY,

*Délégué du Gouvernement national
de Géorgie.*

LES ÉVÈNEMENTS DE GÉORGIE

Au printemps dernier, le pouvoir d'occupation fit envahir et occuper tous les centres de Bortchalo (province géorgienne habitée principalement par des musulmans) par des unités de l'expédition punitive de l'armée rouge et il s'apprêta aux opérations militaires. Toutes les personnes soupçonnées furent arrêtées et la collectivisation forcée fut mise partiellement à exécution. Cela rendit évidentes, aux yeux de la population, les intentions de l'ennemi (pouvoir d'occupation) et Bortchalo redevint un champ de bataille. Aussi l'activité des détachements des partisans recommença et des unités de l'expédition punitive de l'armée rouge furent attaquées avec succès.

Le pouvoir d'occupation envoya alors une nouvelle expédition punitive composée de 10.000 soldats sous la direction de tchékistes notoires. A part cette armée, furent également envoyées des troupes du Guépéou et des bataillons communistes avec prédominance d'éléments arméniens connus pour leur cruauté. Tous les villages sont occupés par des troupes punitives dont l'arbitraire et la violence dépassent toutes limites. Les cas d'outrages aux mœurs envers les femmes sont fréquents. On exige la livraison des armes et la dénonciation des partisans. La population réagit avec une fermeté remarquable et un sang-froid exemplaire : pas un seul cas de dénonciation n'a eu lieu, bien que les parents et les familles des partisans soient déclarés comme otages.

Les tableaux les plus épouvantables ont lieu : la foule composée des familles des partisans arrêtés est amenée, de force, et en sa présence, ces derniers sont tout d'abord soumis à des tortures et fusillés ensuite. On déporte toute la population en Russie et à sa place on amène des Arméniens.

Nous donnons ci-après quelques exemples précis de l'atrocité du pouvoir d'occupation. Parmi les victimes nous ne nommons toutefois que les plus connues des villages suivants :

1° *Phakharlo* : *Takmez*, *Kouli-Ogli* ainsi que quatre autres paysans ont été fusillés. L'octogénaire *Yokmez Kouli Kassanovi*, de ce même village, très connu dans *Bortchalo*, a été fusillé à la Tchéka de Tiflis en même temps que quarante autres otages de *Bortchalo*. Trente-cinq familles ont été déportées en Russie.

2° *Saratchlo* : *Kouran Kassan-Ogli* et deux autres paysans ont été fusillés.

3° *Sarali* : *Akoun-Zadé Mehmed*, *Riza Ogli Mamed* et deux autres paysans ont été fusillés et douze familles déportées.

4° *Machedi* : huit familles ont été déportées.

5° *Zeda-Sassali* : deux paysans ont été fusillés et quinze familles déportées.

6° *Akili* : cinq familles ont été déportées.

7° *Gochouri* : *Gamza Aga* et deux autres paysans ont été fusillés et trois familles déportées.

8° *Sadakhlo* : *Mamed Karadja-Ogli* et deux autres paysans ont été fusillés et quinze familles déportées.

9° *Lemabeghi* : *Gadji Ethmi-Ogli* et *Issa-Ogli Mehmed* ont été fusillés et six familles déportées.

10° *Kassimi* : deux paysans ont été fusillés et cinq familles déportées.

11° *Katchaghi* : cinq otages ont été fusillés, parmi lesquels un enfant âgé de 9 ans et dix familles ont été déportées.

12° *Tekela* : *Aghtémour-Kouzem-Ogli* a été fusillé et trois familles ont été déportées.

13° *Oulachti* : deux paysans ont été fusillés et six familles déportées.

14° *Vaïazite* : *Osmal Aga Mamed* a été fusillé.

15° *Legevendî* : *Kasa-Baksim Mamed* et *Moula Mirza* ont été fusillés et douze familles déportées.

16° *Moughani* : *Karabaghath* et *Mamed-Aga* ont été fusillés et quinze familles déportées.

17° *Goultlari* : un paysan a été fusillé et douze familles ont été déportées.

18° *Baldari* : le chef d'un groupe de partisans ainsi que deux autres paysans ont été fusillés et huit familles déportées.

19° *Kara-Khovi* : cinq paysans ont été fusillés et quarante familles déportées.

20° *Kazil-Gadji* : un enfant âgé de 7 ans, fils de père partisan, a été fusillé comme otage et cinq paysans ont été également fusillés et cinquante familles ont été déportées.

21° *Atchikhli* : *Kerim-Ogli Essem* ainsi que deux autres paysans ont été fusillés et dix familles déportées.

22° *Bakhketchi* : dix paysans ont été fusillés et soixante familles déportées.

23° *Gachalidi* : *Megrali* et *Issa Binad-Ogli* ont été fusillés.

24° *Kassabougha* : *Mekhti-Ogli-Mamed* et *Nadir-Ogli Ousouph* ont été fusillés.

25° *Arapli* : le moulla connu, *Abas Zadé*, et son fils ont été fusillés.

26° *Kirikala* : *Mamed Ali-Ogli* et deux autres paysans ont été fusillés.

De plus, viennent d'être fusillés à Tiflis, comme otages, *cent détenus politiques*, amenés à des dates différentes de Bortchalo.

Nombre de villages sont complètement privés d'habitants. On croit que le pouvoir d'occupation a l'intention de se débarrasser de toute la population actuelle de deux districts : Bortchalo et Karahias, afin d'amener à sa place des Arméniens.

La cruauté de l'armée punitive provoque naturellement des actes de vengeance de la part des partisans réfugiés dans les forêts. Ils attaquent l'armée rouge et lui infligent des pertes considérables. Ils tuent également les Arméniens fraîchement amenés sur les terres de la population déportée en Russie et ils incendient leurs immeubles. Aussi les Arméniens commencent-ils à comprendre la politique du pouvoir d'occupation et refusent-ils de venir à Bortchalo.

La Perse et les émigrés politiques

Bien que la frontière soviéto-persane soit soigneusement gardée par des cordons de soldats rouges, par des fils de fer barbelés, bien que les tchékistes fusillent sans pitié les fuyards qui s'efforcent de franchir la frontière, sans compter les efforts, les risques et la lutte désespérée que ces derniers mènent, ils se décident, par groupes, avec leurs familles, à quitter la Transcaucasie et à passer l'Araxe, espérant trouver asile en Perse. Et quel est le sort qui attend les « heureux » qui, franchissant la frontière sous les balles des soldats rouges, et après avoir perdu la plupart de leurs proches parents, arrivent tout de même à passer cette frontière, fuyant ainsi l'esclavage, la famine et la misère ? Ainsi que l'annonce un télégramme de Constantinople et la presse de Londres avec le *Times*, aussi bien que les journaux des émigrés de Russie, les *Poslednia Novosti*, notamment de Paris, leur situation est pour ainsi dire sans issue. Ces malheureux espéraient trouver en Perse un refuge, mais hélas ! ils n'ont trouvé chez les Persans que des traitements inhumains. *L'attitude de la Perse par rapport aux réfugiés de l'enfer soviétique présente une page des plus noires dans l'histoire des rapports qui ont existé envers les émigrés de toute race et de tous pays.*

Les informations venant de Londres disent que le gouvernement persan expulse de Tabriz tous les émigrés : azerbaïdjanais, arméniens, géorgiens et russes. Ces émigrés sont expulsés à l'aide de la police sous la direction du Conseil soviétique, d'une manière extrêmement barbare. On saisit les émigrés dans les rues, au bazar, dans les cafés, dans les maisons, on les arrache de leur lit, ensuite on les hisse sur des camions et on les emmène à la station la plus proche. On ne leur donne même pas le temps de faire des adieux à leurs familles. En un mot, on traite les émigrés comme autrefois on traitait les esclaves. La police persane les traite encore pire que les esclaves au temps éloigné de l'esclavage dans les anciens empires; elle les traite comme du vil bétail. Nous nous sommes adressés à des gens compétents, essayant d'avoir des explications à ce sujet, essayant de connaître les causes des rapports si inhumains que manifestent les Persans envers les émigrés. Il nous a toujours été répondu qu'en Perse le gouvernement soviétique était tout puissant, qu'il faisait tout ce qu'il voulait. Nous n'ignorons pas la situation des gouvernements faibles par rapport aux gouvernements forts. Il est possible, évidemment, que le gouvernement persan soit obligé d'exécuter les ordres de Moscou, en l'occurrence, d'expulser les réfugiés du territoire de la Perse; nous savons qu'il est quelquefois arrivé de voir des soldats rouges franchir la frontière persane, de saisir par delà cette frontière des groupes d'émigrés, de les ramener en territoire soviétique et de s'en débarrasser à leur manière. Ce n'était alors que l'expulsion et l'arrestation de groupes séparés, de quelques personnes, mais actuellement nous sommes en présence d'une demande de la Russie soviétique exigeant l'expulsion en masse de tous les émigrés qui se trouvent en territoire persan.

Evidemment, la Perse a le droit de faire tout ce que le gouvernement soviétique exige d'elle, mais cependant il y a la manière en tout, il y a la forme, la mesure. Elle aurait pu accorder un certain délai pour quitter le territoire persan, c'était son droit. Il est certain que chaque gouvernement peut agir comme il l'entend; nous ne sommes pas en droit d'attendre de tout gouvernement qu'il soit hospitalier, qu'il témoigne de la noblesse, de la tolérance par rapport aux réfugiés religieux et politiques. C'est une affaire de conscience pour chaque gouvernement; tout dépend du degré culturel du peuple, des conceptions qu'il a de la responsabilité qu'il encourt devant l'histoire; toutefois, il existe un minimum d'exigence qu'une cohabitation culturelle a façonné par rapport aux personnes qui se sont placées sous la protection de la loi du pays et qui ont compté sur son hospitalité.

Faire des rafles de réfugiés, les chasser en bandes sous la garde et sous le fouet de la police persane, de l'Araxe à l'Océan Indien, sont des moyens qui ne sont dignes ni du peuple persan, ni de son histoire. Devant nous se dresse un tableau de l'antique esclavage, lorsque les légions de César poussaient devant elles les prisonniers de guerre enchaînés dans les fers. Depuis ce temps, cependant, deux mille ans sont passés. La personnalité humaine est devenue une unité plus précieuse et pour obtenir ce résultat beaucoup de sang a été versé et nombreuses ont été les victimes. Rappelons-nous les guerres de religion et plus encore la grande révolution française, laquelle avait pour but de libérer l'homme-citoyen; souvenons-nous combien de sang fut versé pour cet idéal. Les organisations et les personnes pour qui ces principes sont chers doivent lancer un chaleureux appel à toute l'humanité civilisée, afin d'obtenir un adoucissement dans les

rapports entre le gouvernement persan et les réfugiés sans défense. Nous croyons que c'est là une affaire qui est du ressort de la Société des Nations, mais si par hasard, pour une cause ou pour une autre, la Société des Nations ne peut intervenir, nous signalerons qu'il y a là une Commission permanente de lutte contre l'esclavage; car enfin la situation des réfugiés du Caucase en Perse n'est pas meilleure que celle des esclaves.

SUBIK TEKIN.

Une Protestation Nord-Caucasienne

En sa qualité de chef de la Défense Nationale Nord-Caucasienne, M. S. Schamyl a adressé à S. E. M. Titulesco, Président de l'Assemblée de la Société des Nations, la lettre que voici :

Le 18 septembre 1931.

M. LE PRÉSIDENT,

Nous constatons que l'Union soviétique est parfois invitée à prendre place parmi les représentants des pays civilisés, dans les délibérations sur des problèmes d'une portée mondiale, qui ont lieu sous la haute autorité de l'Assemblée que vous présidez.

Cette invitation ne s'adresse pas seulement à la Russie communiste, mais les représentants de Moscou prétendent parler également au nom du Caucase, de l'Ukraine, du Turkestan et de plusieurs autres peuples asservis par la Russie.

L'U.R.S.S. est aujourd'hui un fait, mais jamais ce fait, consacré par le sang et par le fer, ne saurait donner à Moscou le droit de représenter les intérêts des peuples qui se sont vu ravir leur liberté.

Le Caucase, comme tous les autres territoires non russes de l'U.R.S.S., a été occupé par les armes. C'est par la force des armes que les peuples sont maintenus dans la géole russe.

M. Litvinov, qui est le premier à ne pas ignorer que la suppression des armements signifierait la dissolution de l'Univers Soviétique, mais qui n'en a pas moins formulé une proposition démagogique de désarmement radical, propose aujourd'hui à la Commission d'études pour l'Union Européenne, un pacte de non-agression économique pour renforcer l'asservissement des peuples dominés aujourd'hui par Moscou.

Le gouvernement de Moscou a accaparé par le monopole d'Etat toutes les richesses nationales; il exploite par surcroît les peuples de la manière la plus sauvage par l'application du travail forcé.

Dans ces conditions, la moindre facilité offerte aux exportations russes, l'appui accordé à l'industrie russe, ne peuvent que rendre plus rigoureux l'esclavage de millions d'hommes. C'est là un crime que ne saurait accepter — nous en sommes certains — la conscience d'aucun peuple civilisé.

Nous sommes dans l'obligation de déclarer que la proposition formulée au nom de l'U.R.S.S. est absolument contraire aux intérêts des peuples du Caucase du Nord que j'ai l'honneur de représenter. Les Montagnards du

Caucase luttent constamment et lutteront toujours contre l'invasion sanglante de ce pays et contre tous les systèmes barbares de l'envahisseur. Il est hors de doute que cette lutte menée au nom de la libération des peuples du Caucase, constitue en même temps un service rendu à la cause de la civilisation.

Je serais très heureux, Monsieur le Président, si vous vouliez bien porter à la connaissance de l'Assemblée et par là même des gouvernements intéressés, les observations que je me permets de vous soumettre ci-dessus. Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Signé : S. SCHAMYL.

En Azerbaïdjan

UN APPEL AU MONDE ISLAMITE-TURK

Le journal *Bilderich* publie une lettre datée de Bakou (27 août) dans laquelle l'auteur adresse un appel au monde de l'Islam dans son entier en faveur de la population musulmane et turke des districts de Bakou, Gandja, Tiflis, que les bolcheviks sont en train d'exterminer. On l'accuse de comploter contre le gouvernement soviétique. Ceux qui ne sont pas tués sur place sont envoyés à Gandja où ils sont concentrés aux abords du gymnase et de l'immeuble du Comité central exécutif. Tous les jours, à la tombée de la nuit, on emporte trente ou quarante détenus sur des camions et on les fusille. C'est ainsi que journellement on extermine à coups de mitrailleuses des centaines de turks. Les enfants même ne sont pas épargnés. Parmi les gens fusillés, on cite tel communiste notoire, genre Ahmed Yousouf, qui eut le tort de protester contre ce carnage. Ceux qui ont été épargnés, sont envoyés en exil par étapes, dans le Nord russe ou en Sibérie. Dans ce nombre se trouvent de nombreux communistes. De nombreux communistes très en vue sont relevés de leurs postes en raison des protestations qu'ils ont élevées contre ces fusillades en masse et au lieu et place on nomme des communistes russes éprouvés du centre. La ville de Gandja est cernée et l'on procède à des perquisitions en masse soumettant la population à des supplices. Ces mesures barbares ont eu pour effet de livrer aux bourreaux de Staline 4.000 fusils que la population avait soigneusement cachés.

Le chef des insurgés, Ramazan Oglou, qui avait donné asile à trois communistes en fuite, a été tué traîtreusement par des agents du Guépéou. L'assassinat de cette personnalité a produit une forte impression parmi les insurgés. Le frère de la victime a attaqué un petit détachement du Guépéou et a massacré sept hommes de ce détachement. Ce qui se passe aux lieux des déportations des exilés produit une impression pénible sur les assistants. Les wagons sont bondés de troupes d'affamés, de gens manquant de chaussures et de vêtements, de femmes et d'enfants. Ce sont les familles des frères et des pères qui ont été fusillés. Ainsi des familles sans défense sont exilées d'un pays chaud dans des pays froids et sont ainsi condamnées à une mort certaine. Beaucoup d'entre eux périssent en cours de route avant qu'ils n'atteignent leur destination; ils périssent de froid et de priva-



tions. Dans les lieux restés vides des districts et gouvernements on envoie des paysans russes pour fonder des kolkhoz.

Dans les rues, dans les champs et dans les montagnes, les femmes musulmanes subissent les outrages des soldats rouges. Ismaïl, membre du parti central communiste qui avait été chargé de la surveillance des exilés, n'a pas été en état de remplir ses fonctions; rentré chez lui, il a mis à mort sa femme et son enfant et s'est suicidé lui-même en signe de protestation contre les traitements inhumains infligés à une population musulmane désarmée par les agents de Staline. Dans une lettre laissée au nom du Conseil des Commissaires d'Azerbaïdjan, il raconte que cette lettre incarne les souffrances et le cri de désespoir du peuple azerbaïdjanien dans son entier. Ismaïl termine ainsi sa lettre : « Puisse cette lettre arriver jusqu'au monde turco-musulman pour qu'il sache ce que les bolcheviks « leurs amis » leur préparent, ces mêmes amis qui exterminent toute la population musulmane en Union soviétique. »

*
* *

L'on sait qu'à la suite de l'insurrection qui gronde par tout le Caucase, paysans et insurgés passent en masse la frontière persane, remettant leurs armes aux autorités persanes et, devenus émigrés, ils restent fidèles à leurs promesses. La Société des Nations a été plusieurs fois informée de la situation de ces émigrés, à laquelle ils ont remis, comme du reste à toutes les grandes puissances, un memorandum sur la pénible situation des émigrés du Caucase en Perse. Nous avons déjà souligné le fait que le gouvernement persan avait l'intention de transférer les émigrés de l'Union soviétique dans la Perse méridionale. Ces émigrés ont été, en effet, dispersés par étapes et d'une manière barbare dans toute la Perse. Désireux de connaître l'exactitude de ces informations, nous nous sommes adressés à nos correspondants. Les informations que nous avons reçues de nos correspondants et des émigrés qui ont eu la chance de franchir la frontière turque, peuvent être ainsi résumées :

« Le 30 juillet est un jour fatidique pour les émigrés habitant en territoire persan. Ce jour-là, le gouvernement persan a décrété l'expulsion de l'Azerbaïdjan persan de tous les émigrés azerbaïdjanis, arméniens, géorgiens, russes, qui avaient cherché asile dans le pays, fuyant la terreur bolcheviste. *On expulsait les émigrés à l'aide de la police, qui se conduisait envers eux d'une manière inhumaine.* On appréhendait les émigrés dans les rues, dans les cafés, dans les maisons, on les arrachait de leur lit, on les hissait sur des automobiles et on les emmenait à la station. On ne leur accordait même point quelques minutes pour emballer leurs effets. En ce jour de douleur dans l'histoire des émigrés en Perse, en ce jour de coup de filet, huit cents d'entre eux furent saisis.

« *Pendant toute la durée de cette triste procédure, le Consul général bolchevik qui, à Tabriz, est « persona grata » caracolait à cheval dans les rues, contrôlait et vérifiait les listes des personnes arrêtées; pour tout le monde, il était clair que ce Consul avait beaucoup plus de pouvoir sur la police que le gouvernement central.* A la demande de ce même Consul général, soixante émigrés azerbaïdjanis qui se trouvaient enfermés dans la prison, furent réunis aux exilés. Ces malheureux émigrés furent expulsés en masse de Tabriz. Des cris déchirants se firent entendre parmi la foule

des femmes et des enfants qu'on expulsait de Tabriz. Ce même jour, nombreux furent les malheureux expulsés qui s'adressèrent au préfet de police afin de savoir dans quelle direction on les envoyait; ils recevaient toujours la même réponse : « Je l'ignore ».

La plus grande partie de ces émigrés sont évidemment des Azerbaïdjanais; viennent ensuite des Arméniens, des Géorgiens et des Russes. Les Azerbaïdjanais turcs formaient la majorité. Notre correspondant ajoute qu'un sort semblable a atteint les émigrés résidant à Kardak et à Ardebil. Dans cette dernière ville, cent cinquante Azerbaïdjanais ayant refusé de se soumettre à l'ordre du gouvernement, ont gagné la montagne. L'on apprend aujourd'hui que les huit cents personnes qui avaient été arrêtées en Perse, ainsi que le déclarent les *Poslednia Novosti*, ont été dirigées vers la frontière soviétique. Notre correspondant de Téhéran informe, le 15 septembre, que le bruit a couru que ces huit cents personnes ont été livrées aux bolcheviks. Nous ne pouvons contrôler ce fait. S'il en était ainsi pourtant, une lourde responsabilité pèserait sur la conscience du gouvernement persan.

YAVOUZ.

La question agraire chez les Montagnards

Tous ceux qui connaissent le Caucase, non pas de la fenêtre d'un wagon du train direct Pétersbourg-Moscou-Kislovodsk ou Bakou-Batoum ou bien encore par des œuvres des coryphées de la littérature russe, savent surtout que dans ce pays de contes, qui aime tant la liberté, existe, en dehors d'une prose romantique qui vous saisit, une prose plus ordinaire de la vie, une misère qui, par endroits, efface presque les anciennes images des Ismaïl-bek, des Amalat-bek et des Hadji-Mourad. Il sait aussi que c'est la domination des Russes au Caucase qui en est la cause. Après une guerre longue et tenace où beaucoup de sang fut versé et qui finit par le triomphe des armées russes, les vainqueurs procédèrent à « la pacification définitive » des tribus montagnardes, afin d'assurer la protection morale et physique des régions nouvellement conquises à l'influence russe. La politique de colonisation en fut le principal moyen en même temps que le plus efficace; on appliquait cette politique d'une manière systématique, sans scrupule, si bien que par la suite elle devint une source de misères qui fondirent plus tard sur les têtes des montagnards.

Par une série de mesures ingénieuses et par des combinaisons équivoques, une partie considérable de la population active et qui paraissait suspecte aux envahisseurs fut contrainte d'émigrer en Turquie; et aussitôt les terrains ainsi libérés furent peuplés de colons d'Etat, de cosaques notamment, aussi bien que de paysans des gouvernements centraux. Ce sort fut réservé tout particulièrement aux provinces occidentales de la République des Montagnards, aux terres des Teherkesses-Adighés. Dans la partie centrale et orientale du pays, où l'éloignement des bords de la Mer Noire présentait une garantie plus grande de sécurité aux Russes, les conquérants se contentèrent d'installer « le trop » de la population dans la partie montagneuse et de serrer un peu ceux qui étaient restés sur le

plateau en les encerclant dans un anneau de fer par des stanitzas cosaques et par de petits villages de colons.

Cette politique du pouvoir tsariste a créé au Caucase la célèbre « question agraire », source d'une série de malheurs qui vinrent s'abattre sur les Montagnards. Elle a voué les Montagnards à une lente extinction, à une existence d'éternelle semi-famine.

Le représentant à la première Douma d'Etat de la province du Terek, M. Maslov, dans son discours, a ainsi caractérisé les réserves en terres des Montagnards : « Vous ne pouvez vous imaginer à quel point la quantité de terre des Montagnards est insignifiante : un dixième de déciatine, un cinquième, un quart, un tiers de déciatine. Si vous demandez à un Montagnard combien de terre il possède, il vous répondra : « Autant que je puis en couvrir sous mon manteau de feutre. »

Pour ne pas que nos allégations paraissent exagérées, nous essaierons plus bas d'examiner de plus près la question de la possession des terres chez les Montagnards tout en appuyant nos déductions par des données en chiffres. Ces données se rapportent autant à la période d'avant-guerre qu'à celle d'après-guerre, et ne peuvent être considérées comme absolument exactes; néanmoins, les erreurs ne sont possibles que du côté de l'exagération des lots de terre des Montagnards, attendu que les statistiques étaient toujours établies par des fonctionnaires d'Etat, qui étaient peu enclins à manifester quelque sympathie pour les régions conquises.

Pour mieux embrasser le thème soulevé ici, nous l'examinerons par régions nationales séparées en nous en tenant à la nomenclature actuelle des bolcheviks. Commençons donc par la République autonome soviétique socialiste du Daghestan, laquelle englobe des parties des anciennes provinces du Daghestan et du Terek. Pour plus de commodité, divisons-la en trois parties, lesquelles diffèrent entre elles d'après le caractère du lieu ainsi que d'après les terres qui s'y trouvent; l'on aura donc : 1° le Daghestan montagneux; 2° la partie du Daghestan avoisinant les montagnes; 3° la plaine enfin Daghestanaise. Examinons à présent chacune de ces parties séparément.

D'après les chiffres fournis par le Commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne de la République du Daghestan, la superficie de cette République se présente sous l'aspect suivant :

RAYONS	Superficie générale en déciatines	Super- ficie des terres culti- vables	% des terres culti- vables	Répartition des terres par articles				
				Pacages et pâturages	Prai- ries	Bois et forêts	Jardins, vergers et vignes	Terres arables
Zone monta- gneuse	1.566.000	691.000	44 %	532.500	26.150	67.250	1.300	63.800
Zone avoi- sinant la montagne.	682.000	452.000	66 %	285.500	24.900	67.500	1.900	72.200
Zone de la plaine....	3.074.000	2.035.000	66 %	1.546.250	146.250	65.500	10.500	266.750
Total...	5.322.000	3.178.000	60 %	2.364.000	402.750	200.250	13.700	402.750

Si l'on groupe toutes les terres labourables, les prairies, pacages et pâturages, les jardins, vergers et vignobles sous la rubrique de terres cultivables, nous remarquons que la superficie de toutes les terres propres à la culture dans la zone montagneuse constitue les 44 % alors que dans

les deux autres zones ce chiffre atteint 66 %. Afin de mieux se faire une idée de l'état des terres du district du Daghestan, il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau ci-dessous qui indique la part revenant à chaque habitant par article :

RAYONS	Superficie générale en déciatines	Evaluation de la population rurale	% par habi- tant	Patages et pâtu- rages	Pourcentage par articles			
					Prai- ries	Terres arables	Bois et forêts	Jardins, et vignes
Zone montagneuse.....	691.000	385.000	1,80	1,39	0,07	0,16	0,18	0,003
Zone avoisinant la mon- tagne	452.000	205.000	2,20	1,40	0,12	0,35	0,33	0,001
Zone de la plaine.....	2.035.000	206.000	9,88	7,50	0,71	1,30	0,32	0,05
Total	3.178.000	796.000	3,99	2,97	0,25	0,50	0,25	0,02

Par ce tableau l'on peut clairement observer l'insignifiance, pour ne pas dire la pauvreté, des lots de terre au Daghestan bien que ledit tableau se distingue par son inexactitude.

Tout d'abord, en évaluant à 796.000 la population du Daghestan, l'Inspection ouvrière et paysanne donne les chiffres du dénombrement de 1877, exception faite des villes, ce qui constitue une erreur. Ladite Inspection ignore non seulement la croissance naturelle de la population, mais son augmentation en raison de l'annexion à la République du Daghestan de quatre arrondissements de l'ancienne province du Terek, à savoir : de Khassav-Yourt, de Kizliar, de Terekli-Mektel et d'Atchikoulak. Nous ne serons pas éloignés de la vérité si nous affirmons que la population du Daghestan dans ses limites actuelles dépasse le million pour atteindre près d'un million cinq cent mille. L'on sait que J. T. Traïnine, dans son livre « *L'U.R.S.S. et le Problème national* » (Moscou, 1934), évalue la population du Daghestan à 1.265.000. C'est à peu près cette évaluation que présente un autre écrivain soviétique, N. Samourski, lorsqu'il écrit que la population du Daghestan atteint 1.160.000 âmes. Ainsi, en dehors de cette erreur volontaire de la part de l'Inspection ouvrière et paysanne, le chiffre de la population des villes a été omis, ce qui augmente d'autant le pourcentage théorique de la quantité de terre revenant à chaque habitant. Si l'on prend en considération que presque toutes les terres féodales et d'Etat qui au Daghestan atteignaient avant la révolution le chiffre de plus d'un million de déciatines sont passées dans les mains de différents sovkoz pour constituer « un fonds agraire », on concevra que, dans la pratique, le chiffre moyen de terre revenant au cultivateur daghestanais doit être diminué au moins d'une bonne moitié.

Si maintenant, désireux de mieux illustrer la question, nous comparons ce qui revient en terre au Montagnard du Daghestan avec ce que possède un paysan de Tambov par exemple, d'après les données de 1915, nous obtiendrons des résultats édifiants, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par le tableau ci-dessous :

ANNEE DES RECHERCHES	Evaluation en déciatines d'une exploitation			Par personne
	Terres labourables	Prairies	Pourcentage pour une exploitation	
Gouvernement de Tambov 1915..	7,6	1,0	8,6	1,04
Daghestan en 1924.....	2,0	0,5	2,5	0,40
Rayon montagneux en 1924.....	0,4	0,2	0,6	0,10

Le tableau ci-dessus montre bien la différence sensible qui existe en

général entre la quotité de terre que possède le paysan russe et le montagnard du Daghestan. La condition des Montagnards de la zone montagneuse ne peut en rien lui être comparée; ils sont surtout déshérités en terre labourable dont ils possèdent une quantité dix-neuf fois moins élevée que celle du paysan russe de Tambov en 1915.

Il est donc naturel que cette infime quantité de terre ne puisse nourrir une famille moyenne de six personnes, qu'elle ne puisse utilement employer toute la main-d'œuvre dont elle dispose. La récolte de blé d'une famille de Montagnards ne peut suffire que pendant quelques mois, par endroits même pour un seul mois, pour deux peut-être; le reste du temps elle doit se procurer le blé au dehors, si toutefois elle en a les moyens. Mais comme le plus souvent cela lui est impossible, la famille du Montagnard est obligée de se serrer, de se contenter de ce qu'elle a et de se refuser même les objets de première nécessité. L'on peut le constater si l'on observe le tableau de l'alimentation de la population du Daghestan. L'Inspection ouvrière et paysanne a fait dans ce domaine des déductions véritablement terrifiantes : elle a constaté que les 78 % de la population rurale du Daghestan ne reçoit pas en calories la moitié même du régime de famine qu'elle devrait recevoir et qu'on évalue à 2.000 calories. Les autres 22 % de la population se trouve dans des conditions relativement meilleures, attendu qu'elle reçoit par jour et par tête jusqu'à 2.400 calories et même davantage. En outre, il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'une norme minimale d'alimentation a été établie tout spécialement pour le Daghestan, prenant en considération la situation exceptionnellement pauvre en terres et extrêmement misérable de la population. En Union Soviétique, la norme alimentaire minimale est évaluée à 3.000 calories, mais le Daghestan a été exclu de cette norme, du fait vraisemblablement que l'Inspection ouvrière et paysanne aurait été obligée de classer toute la population daghestanaise, à quelques exceptions près, dans la catégorie des perpétuels affamés.

La pénible situation des Montagnards non seulement n'a pas été améliorée depuis la révolution ainsi que l'avaient promis les bolcheviks, mais, au contraire, elle a empiré. Tout d'abord, comme il l'a été rappelé précédemment, toutes les terres féodales et d'Etat ont été, non pas réparties entre la population rurale comme il l'avait été promis, mais elles ont constitué un fonds d'Etat dont dispose le Commissariat de l'Agriculture du Daghestan qui les exploite. Dans le même temps, une grande partie des anciennes terres communales, c'est-à-dire des terres ayant effectivement appartenu précédemment aux Montagnards qu'ils exploitaient en ce moment en vertu de considérations administratives économiques, ont été mises à la disposition des Comités exécutifs locaux formant ainsi l'un des articles des plus avantageux pour le budget. Disons encore que de nombreuses terres, et qui plus est des meilleures, sont devenues complètement inutilisables au cours de la période révolutionnaire par suite de la destruction des canaux d'irrigation. Ces terres ont, de ce fait, été exclues du mouvement économique-rural. Voilà donc comment se pose la question agraire au Daghestan.

(A suivre.)

BILATY.



Le dumping soviétique présente-t-il une menace réelle pour l'économie de l'Occident

La question du dumping soviétique a été à l'ordre du jour des questions qui se sont posées il y a bientôt un an. La presse économique et la presse en général lui ont accordé beaucoup d'attention. On a parlé du dumping dans les Parlements et dans les institutions gouvernementales; il a inquiété sérieusement les milieux industriels et commerciaux. De nos jours, cette question est devenue secondaire. L'aggravation et le développement de la crise économique, les sérieuses difficultés de tout ordre qu'elle a suscitées en Europe, ont attiré l'attention générale sur des questions beaucoup plus immédiates et substantielles, liées avec l'effondrement économique général. La question du dumping a été éliminée de l'ordre du jour; mais les facteurs économiques et politiques qui l'ont déclenché sont restés tels quels dans l'Union soviétique. L'organisme économique des puissances européennes occidentales, déjà affaibli, est devenu encore plus sensible qu'il ne l'a été il y a un an.

Le dumping soviétique présente en ce moment un danger beaucoup plus grand pour l'Europe qu'auparavant, et il peut susciter de plus grandes difficultés économiques. La question du dumping n'est plus à l'ordre du jour, mais en raison de la vie économique courante, il sera de nouveau infailliblement mis à l'ordre du jour. La sous-estimation de l'importance du problème du dumping soviétique qui s'est manifestée au moment où il a été éliminé de l'ordre du jour est en rapport avec l'idée qu'on ne tient pas compte du fait que le dumping soviétique n'est pas seulement un épisode accidentel de l'économie politique soviétique; on oublie qu'il est partie organique et obligatoire de l'orientation économique que le pouvoir soviétique s'efforce avec ténacité d'appliquer dans la pratique. A la base de la politique économique des Soviets, incarnée dans le fameux plan quinquennal, repose la tendance à réaliser l'industrialisation du pays par les moyens les plus rapides. Toute la vie économique des Etats soviétiques est soumise en partie aux intérêts de la nouvelle construction industrielle, car ce n'est que par ce moyen, selon les dirigeants de l'appareil soviétique, que l'U.R.S.S. peut édifier le socialisme.

Les rapports économiques extérieurs de l'U.R.S.S. dépendent également de ce but fondamental. Les marchés des pays capitalistes sont nécessaires à l'U.R.S.S. afin d'en tirer en premier lieu des machines et l'outillage industriel, que l'on ne peut trouver dans l'U.R.S.S. économiquement arriérée. Si, en 1913, les importations étrangères en U.R.S.S. constituaient le 64,8 % des objets nécessaires à l'industrie et de 28 % des produits de consommation, en 1929-1930 le changement qui s'opère dans les importations de l'U.R.S.S. est à ce point radical que les produits de consommation immédiate ne constituent que 8 %, et les produits nécessaires à la production les 82,2 % de l'ensemble des importations.

Mais pour avoir la possibilité d'importer l'outillage dans une proportion de plus en plus croissante, outillage nécessaire au développement forcé de l'industrie de l'U.R.S.S., il faut avoir recours à des moyens permettant de forcer sa propre exportation. Il n'est pas d'autres voies pour elle, en raison

de l'état de ses finances. Et l'U.R.S.S. réalise cette exportation forcée ces dernières années, ne s'arrêtant devant aucun obstacle, vouant ses citoyens à la famine, en les privant des produits les plus élémentaires. Renoncer à ce moyen serait, d'après les dirigeants suprêmes soviétiques, un impardonnable opportunisme, une déviation de la ligne générale du parti.

Par contre, si l'on venait à diminuer sa propre exportation, ce serait renoncer à l'importation des produits et de l'outillage qu'exige le plan de l'industrialisation, le plan de la nouvelle construction industrielle, but de la réalisation du socialisme.

En s'efforçant d'activer son exportation dans le but de recevoir des valeurs étrangères, indispensables à la réalisation du plan d'importation, l'U.R.S.S. aborde ce problème qui se trouve dans des conditions toutes différentes de celles des autres pays capitalistes. Si la conformité des opérations économiques individuelles d'un entrepreneur capitaliste se mesure au bénéfice de ces opérations, il en est tout autrement pour le plan économique de l'U.R.S.S., pour laquelle la conformité se mesure par sa faculté de réaliser le plan général de la construction économique. A ce point de vue, le déficit des opérations commerciales d'exportation de l'U.R.S.S. apparaît comme un fait tout à fait légal et possible, et cela tout autant que les conditions données permettent d'assurer en temps opportun la réalisation du plan général de la construction économique.

D'autre part, il faut avoir en vue que le déficit, dans les conditions économiques soviétiques, diffère radicalement du déficit dans les conditions de l'économie capitaliste européenne. En raison des prix fermement établis qu'on paye aux ouvriers, en raison des stockages d'Etat des matières brutes pour l'économie rurale et pour l'industrie, et qui plus est, en valeurs soviétiques dépréciées, l'U.R.S.S. se trouve, par rapport aux prix des produits préparés chez elle, dans des conditions tout à fait différentes et évidemment beaucoup plus avantageuses que ne le sont les conditions dans les pays capitalistes. Et cela s'explique du fait que c'est par une large utilisation du travail de contrainte que sont préparés les produits en U.R.S.S. Le code pénal soviétique admet comme mesure de répression le travail de contrainte sans qu'il soit besoin de garder les gens en prison. Ainsi, tous ceux qui sont condamnés à un travail de contrainte, ne reçoivent comme règle générale, aucun salaire; exception est faite pour ceux qui exécutent leur travail de contrainte sur les lieux de leur ancien travail ou de leur service; ces derniers ne reçoivent comme prix de leur travail qu'une somme égale au minimum du prix de travail institué par l'Etat. Cependant, la première catégorie peut profiter de la solde au cas où le jugement du tribunal reconnaîtrait que le condamné n'a aucun moyen d'existence; dans ce cas on lui paye le minimum de prix d'Etat.

Pour ce qui est de leur matériel ainsi que des outils dont ils sont munis, les condamnés arrivant au travail, ils ne reçoivent aucune indemnité. Par une circulaire spéciale, on a ordonné d'utiliser la main-d'œuvre des condamnés au travail de contrainte aux travaux tout d'abord d'approvisionnement en bois. La condamnation au travail de contrainte présente, dans la pratique soviétique, le genre de punition le plus répandu. Vers la fin de l'année 1930 le nombre des personnes occupées au travail de contrainte dans la seule Russie du Nord et en Sibérie, occupées aux travaux d'approvisionnement en bois, notamment, est évalué à 500.000 hommes.

En recourant au travail de contrainte pour des buts économiques, dans

des proportions extraordinairement élevées, le pouvoir soviétique a créé ces dernières années, pour le travail *volontaire*, des conditions telles qu'il apparaît lui-même comme un véritable travail de contrainte.

Les produits de l'économie rurale dans leur majorité proviennent des kolkhoz; ces collectives agricoles ont pris définitivement la forme d'économies de servage d'Etat, lesquelles sont obligées de prélever, au profit de l'Etat, une part de lion de la récolte à des prix sciemment désavantageux.

Les conditions dans lesquelles est mis actuellement l'ouvrier soviétique, lequel ne peut refuser le travail proposé, ni avoir le droit de l'abandonner (système des soi-disant contrats « volontaires »), ont donné la possibilité d'exploiter le travail des ouvriers dans des conditions inconnues en Occident.

En raison de toutes ces circonstances, la possibilité de diminuer le prix des produits soviétiques est considérablement plus grande en U.R.S.S. que dans les économies capitalistes de l'Occident. Il est de toute évidence que dans le désordre général qui règne dans les économies soviétiques de l'U.R.S.S., pays arriéré et économiquement pauvre, les « succès » réalisés en U.R.S.S. dans le but de créer une exportation de dumping ont des limites. Quoi qu'il en soit, pour certains produits de l'économie européenne, tout ce qui est réalisé par l'U.R.S.S. constitue et a déjà créé une menace réelle. Quelques exemples suffiront pour prouver ce que nous avançons :

L'état précaire de l'économie rurale de l'Europe et l'état pénible du marché économique ne font plus de doute. L'U.R.S.S., en appliquant la collectivisation et en écartant le problème de l'approvisionnement du blé dans des millions de petites économies paysannes, l'U.R.S.S. possède dès maintenant, aussitôt après la récolte, de fortes réserves de céréales obtenues à un prix insignifiant. Ces réserves ne feront qu'augmenter dans les mois qui vont suivre; elles pourront être lancées au moment voulu sur le marché européen.

L'U.R.S.S., nul ne l'ignore, possède des richesses incalculables en bois; en les faisant exploiter par un travail de contrainte, elle arrive à un degré de production considérable, bien que le président du Savnarkom de l'U.R.S.S., M. Molotov, ait déclaré au Congrès des Soviets, en mars 1931, que le travail de contrainte n'a rien de commun avec les approvisionnements en bois. Cette déclaration, hâtons-nous d'ajouter, est complètement fausse; elle est démentie par les données des sources officielles soviétiques. Nous disons donc que l'exportation soviétique en bois a plus que doublé au cours de ces quatre ou cinq dernières années. Malgré l'état peu enviable du marché en bois européen, l'U.R.S.S. continue à augmenter son exportation, en appliquant la politique des bas prix. La concurrence du bois soviétique se fait sentir parmi les puissances européennes qui exportent le bois. Le bois soviétique occupe une situation privilégiée sur le marché anglais; en 1930, l'U.R.S.S. occupa le deuxième rang d'après la quantité de bois importé sur le marché allemand, tandis qu'en 1928 elle n'occupait encore que la septième place.

Nous apprenons par les communiqués de la presse périodique soviétique qu'en U.R.S.S. l'on travaille d'une manière intense à l'approvisionnement en bois, aussi la menace de l'exportation en bois soviétique devient actuellement plus réelle, d'autant plus que l'U.R.S.S. possède des réserves considérables en matériaux de bois, qu'elle peut lancer sur le marché européen, augmentant encore davantage la situation de gêne qu'on observe sur les marchés.

Les surprises qui peuvent survenir de l'exportation soviétique ne sont pas limitées à ces deux catégories de produits. Il ne faut pas oublier avant tout la sérieuse attention que prête l'U.R.S.S. aux questions d'exportation. Il faut se rappeler que l'U.R.S.S. force non seulement l'exportation des produits en blé et des matériaux de bois, mais qu'elle augmente aussi son exportation de naphte, de manganèse, de minerai de fer et de charbon. Il faut bien avoir en vue qu'il n'y a pas longtemps, par un ordre spécial des organes économiques supérieurs soviétiques, toute une série de meilleures entreprises industrielles a été assignée à un but spécial de production pour l'exportation.

De ce que nous venons de dire, il ne rentre pas dans notre esprit d'exagérer les possibilités que présente « le dumping »; nous ne voulons pas non plus par trop en faire sus-estimer le danger. Nous avons déjà souligné, en raison de sa pauvreté et de son état arriéré, les perspectives de développement de l'exportation soviétique de l'U.R.S.S. ont leurs limites.

Malgré tout cependant, cette possibilité réelle des difficultés économiques qui touchent certains produits de l'économie européenne ne doit pas être ignorée.

Il ne faut pas l'ignorer en ce moment surtout, alors que partout la situation est compliquée, embrouillée et tendue.

La question du dumping soviétique a été reléguée au second plan et retirée de l'ordre du jour. Elle doit de nouveau être remise à l'ordre du jour.

V. SADOVSKI,

*Professeur à l'Ecole polytechnique ukrainienne
en Tchécoslovaquie.*

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

La famine

Nonobstant la saison de la récolte, la famine règne dans les villes de l'Azerbaïdjan. On délivre une livre de pain noir incomplètement cuit par personne. Les réserves de thé, de sucre dans les coopératives sont presque épuisées. Une certaine agitation règne parmi les ouvriers en raison du manque de produits alimentaires. De nombreuses troupes sont massées dans les villes. Les soldats et les officiers d'origine tatare ne sont pas envoyés dans la province, attendu que les autorités soviétiques n'ont pas confiance en eux.

Expulsion de paysans

Le 20 septembre, cinquante wagons remplis de paysans ayant pris part à la dernière campagne contre les Kolkhoz ont été exilés dans le Nord, dans le gouvernement d'Arkhangel.

Attaque d'un train

Près de la station de Kur-Damir un groupe d'insurgés a attaqué un train qui transportait des paysans à un lieu de déportation; ils ont libéré cinq wagons de ces déportés. Les paysans ainsi libérés ont gagné la montagne.

Manifestation de paysans du district de Bakou

Les paysans d'un village situé à cinquante verstes de Bakou se sont rendus en ville pour protester contre la déportation des paysans dans le Nord. D'autres paysans des villages rencontrés sur leur route se joignirent à eux, formant une masse imposante de protestataires. Ayant appris cela, le Comité Exécutif dépêcha à leur rencontre des soldats rouges qui ouvrirent le feu. On compte de nombreux tués et blessés.

Exécution d'un commandant de division

Le journal *Bilderich* annonce que le commandant de division en Azerbaïdjan, Djamo Khan Nakhitchevanski, frère d'Ali Khan Nakhitchevanski, mort héroïquement il y a peu de temps, et qui commandait l'armée persane, a été fusillé. On ignore les causes qui ont amené l'exécution de Djamo. Le défunt jouissait d'une grande estime en Azerbaïdjan et, dans l'armée rouge azerbaïdjanienne, il jouissait d'une grande autorité.

Exploitation du naphte

Le journal *Bakinski Rabotchi*, N° 198, se plaint du retard apporté à l'application du plan de naphte qui, de ce fait, voit diminuer l'extraction du naphte. D'après le plan il aurait fallu extraire cette année un million de tonnes de naphte de plus cette année que d'habitude. La Commission de contrôle, composée des communistes spécialistes a présenté un rapport au gouvernement à ce sujet. Il ressort de ce rapport que cette diminution dans la production a pour cause, en partie, les révoltes qui ont éclaté en Azerbaïdjan, l'agitation de la classe ouvrière, le manque de produits alimentaires et aussi la démoralisation des employés. Dans le but d'exécuter le plan du naphte, il a été décidé de faire appel aux jeunesses communistes en les mettant au préalable au courant des affaires de naphte.

La pénurie des impôts

En raison des révoltes, la rentrée des impôts est en état de complète désorganisation. Le *Bakinski Rabotchi*, N° 191, consacre son article de fond à cette question. Il est dit notamment que la rentrée des impôts ne dépasse pas 11 %. Le journal dit que le soin de récupérer les impôts se trouve dans la main des « déviateurs » de droite, lesquels sabotent la rentrée des impôts.

Actes de terrorisme

Le *Bakinski Rabotchi* informe que le président d'un Kolkhoz du district de Guektchaï a été tué par des inconnus.

Le journal *Bilderich*, N° 58, signale que cinq présidents de Kolkhoz du district de Chémakha ont été tués par des insurgés. Les Kolkhoz ont été saccagés, tous les produits trouvés dans ces exploitations agricoles ont été pillés, emportés et partagés entre partisans.

Sac de Kolkhoz

Le *Bakinski Rabotchi*, N° 193, annonce que dans la localité de Tur-Dali, district de Saliansk, des paysans aisés ont saccagé l'organisation des Kolkhoz; après avoir tué deux employés de Kolkhoz, les nommés Soultanov et Mamedov, ils se sont partagés entre eux la terre qui était destinée pour les Kolkhoz. Des faits semblables sont signalés sur différents points du district; là principalement

des plus en vue, et une vingtaine de fonctionnaires, ont été déportés après avoir été inculpés de nationalisme. Des communistes russes, venus de Moscou, ont pris leur place.

CAUCASE DU NORD

D'après des informations complémentaires reçues avec les derniers journaux du Caucase du Nord, on apprend qu'en même temps que fut tué dans le village de Tsatsan-Yourt, Koundoukhov Moussa, membre du bureau du Comité régional Tchetchène, a été blessé également le chef de la section politico-économique le communiste Sandoulaev. Ce même jour les éléments anti-soviétiques ont blessé également dans le village de Goïti le président du Kolkhoz, Guérikhanov.

*
**

Le journal de Grozno annonce l'arrestation et la mise en jugement dans le village de Zakan-Yourt en Tchetchnie des travailleurs soviétiques dont les noms suivent. Ce sont : le président d'un important Kolkhoz-Krasny Tchetchenetz M. Tataev; les membres de la direction du Kolkhoz, MM. Magomadov, Guénerdonkiev et Khamzaev; le président de la Société coopérative, M. Tataev Ahmed; le président du Soviet rural, M. Almissov, et le secrétaire de la cellule du parti, M. Matchigov. Tous sont accusés de sabotage du pouvoir soviétique, d'activité contre-révolutionnaire et d'avoir mené une politique de Koulaks. Ces arrestations ont produit une forte impression sur la population.

*
**

Le journal du Caucase du Nord annonce que l'Institut du pétrole de Lénin-grad a procédé à des sondages des gisements d'eau iodurée dans la région de Berekey (Daghestan). On a déjà commencé à construire des bassins pour capter l'eau iodurée. C'est encore dans ce but qu'on a commencé à assécher le lac d'Adissi. On procédera à l'extraction de l'iode en faisant évaporer l'eau iodurée au moyen de l'énergie solaire. Les spécialistes comptent que les exploitations d'iode de Berekey donneront jusqu'à 120 tonnes d'iode métallique par an, c'est-à-dire juste la quantité que l'U.R.S.S. exporte à l'étranger.

*
**

On informe que lors de l'ascension de la montagne Missess-Taou (Caucase du Nord), les savants de l'Institut de mécanique de Moscou, Goldovski et Lévine, ont péri. Ces deux personnalités étaient considérées comme étant des alpinistes parmi les plus expérimentés. Ils ont été emportés par une avalanche.

*
**

Le 5 septembre s'est ouvert à Makhatch-Kala (Pétrovsk) le Congrès des Soviets du Daghestan. A l'ordre du jour figurait en premier lieu le rattachement de la République autonome soviétique du Daghestan au territoire Nord-Caucasien.

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* annonce que dans le voisinage de la localité appelée Tualoi (Tchetchnie) on a découvert d'importants gisements de minerai de cuivre auxquels on attribue une très grande importance pour toute l'Union Soviétique.

La direction géologique du territoire Nord-Caucasien a alloué trente mille roubles pour effectuer des recherches. D'autre part, d'après un communiqué paru dans le *Groznenski Rabotchi* du 28 août, l'analyse de spécimens de minerai de cuivre a donné des résultats positifs. Ledit organe conclut : « La découverte à Tualoi de puissants gisements de minerai de cuivre accroît considérablement l'importance de la chaussée de Grozno-Tiflis dont la construction doit commencer l'année prochaine. »

*
**

On lit, dans le *Groznenski Rabotchi*, N° 197 du 2 septembre 1931, une résolution de la Commission exécutive du Comité exécutif du territoire Nord-Caucasien, ainsi conçue :

« Après avoir entendu un rapport sur la construction au Groznapt et au Mainapt, la Commission d'exécution constate que les directives du « Kraikom » et du « Kraïspolkom » (Comité régional et Comité exécutif régional) sont imparfaitement exécutées. »

GEORGIE

La vengeance pour le meurtre de Ramichvili

On écrit de Tiflis que le frère de Tchanoukvadzé qui, il y a un an, assassina à Paris le ministre géorgien Ramichvili, vient d'être tué par des inconnus, dans une rue de Tiflis. Bien que la version officielle indique le vol comme mobile du crime, on affirme qu'il s'agit d'une vengeance pour l'ancien attentat. Des patriotes géorgiens auraient agi. La victime appartenait au parti communiste local, ce qui confirme une fois de plus que la mort de Ramichvili a été ordonnée par Moscou.

*
**

En Gourie, la population a mis le feu à la maison de Tchanoukvadzé, le meurtrier de Ramichvili, ministre de Géorgie, assassiné à Paris. La maison est réduite en cendres.

*
**

On nous écrit de Tiflis : « On a condamné avec d'épaisses planches les fenêtres de la forteresse de Methekhi; les cellules sont plongées dans l'obscurité. Cette mesure a été prise par suite du mouvement insurrectionnel qui se dessine à Tiflis. Les autorités craignent de voir éclater une émeute de détenus politiques. »

*
**

On mande de source digne de foi qu'à Tchiatouri, vers la fin du mois d'août, un groupe de partisans a attaqué le Guépéou et mis en liberté deux prisonniers politiques bien connus, détenus dans une cave de la tchéka locale.

Entre l'Ukraine et la Géorgie

On signale l'organisation d'une « décade de la culture ukrainienne » à Tiflis. La *Zaria Vostoka* consacre quelques-uns de ses numéros à la description des fêtes qui ont accompagné cet événement. Du programme, soigneusement élaboré, il ressort que des représentations théâtrales ont été données par une troupe ukrainienne du Théâtre National de l'Ukraine, « Berezil ». Les écrivains ukrainiens ont pris contact avec leurs collègues géorgiens et autres; les savants ukrainiens ont fait des conférences sur divers sujets.

A son arrivée à Tiflis, la délégation ukrainienne fut reçue d'une façon toute cordiale par les représentants officiels du gouvernement de Géorgie et par nombre d'intellectuels géorgiens. Les discours prononcés de part et d'autre ont révélé des sentiments très nets de sincérité et d'amitié entre le peuple ukrainien et le peuple géorgien.

Les négociations avec la Russie

On fait bien de négocier avec la Russie, déclare Pierre Renaudel dans la *Dépêche Dauphinoise*, Encore faudrait-il, ajoute-t-il, que ces négociations ne comportent pas une contre-partie inacceptable.

« Quand notre gouvernement, par exemple, a reconnu la Russie, il a pris soin de marquer que sa reconnaissance n'allait pas jusqu'à revenir sur certaines réserves que lui-même et la Société des Nations ont faites touchant l'indépendance de la Géorgie, et la situation de la Bessarabie. Si notre gouvernement actuel ne maintenait pas ces réserves sous prétexte de faciliter la discussion d'intérêts, il prendrait sa part d'un crime commis par le bolchevisme contre l'indépendance d'un petit peuple avec lequel la Russie bolcheviste avait pourtant passé un traité stipulant officiellement son droit à disposer de lui-même. Nous serions obligés de demander compte à notre gouvernement de cette violation de sa parole à l'égard de la Géorgie. Nous pensons qu'il n'en sera pas besoin. »

Nous le pensons également.

UKRAINE

Une protestation ukrainienne contre le pacte de M. Litvinov

M. Alexandre Choulguine, chef de la Mission Ukrainienne en France, ancien représentant de la République Démocratique Ukrainienne auprès de la S.D.N., a remis à M. Aristide Briand, Président de la Commission d'études européennes, une lettre concernant le pacte de non-agression économique, proposé par M. Litvinov. Dans cette lettre, M. Choulguine déclare ce qui suit :

« Tout en passant outre la question de savoir si le pacte de non-agression économique contient ou non une idée pratique et précise qui pourrait être utile pour le développement des relations économiques entre les pays occidentaux européens, il nous paraît comme absolument nuisible pour l'Europe d'appliquer les clauses proposées par M. Litvinov justement vis-à-vis des pays qu'il prétend représenter. Comme il a été objecté déjà au sein de la Commission même, en faisant sa proposition M. Litvinov demande pour l'U.R.S.S. une situation bien privilégiée à cause de l'existence du monopole du commerce qui est admis dans l'U.R.S.S. Le Commissaire du peuple, par sa proposition, croit briser d'un coup la résistance des pays européens contre le dumping soviétique qui constitue une partie intégrante du système économique de l'U.R.S.S. Dans le mémoire du Professeur Sadovsky, il est bien clairement exposé que le gouvernement de l'U.R.S.S. possède toujours la faculté de vendre à vil prix la matière première et les produits manufacturés de l'U.R.S.S. et qu'il est obligé de le faire jusqu'à épuisement complet de tous les pays qu'il domine. C'est pour aboutir à l'accomplissement du plan quinquennal, c'est-à-dire de l'organisation en U.R.S.S. d'une industrie militaire ou apte à être transformée comme telle, que le gouvernement soviétique est obligé de chercher toujours de l'argent à l'étranger, en utilisant tous les moyens possibles. Donc, en faisant sa nouvelle proposition, M. Litvinov espère faciliter par cette démarche la situation financière très précaire de son gouvernement.

« Si donc le pacte de non-agression économique ne peut que nuire aux pays de l'Europe occidentale, il est certainement absolument contraire aux intérêts de l'Ukraine aussi bien qu'aux intérêts de tous les pays subjugués par la

Russie soviétique. Ce pacte de non-agression économique, s'il était admis, donnerait un soutien de plus à la domination déjà chancelante du gouvernement de l'U.R.S.S. Si la Commission donnait cette satisfaction au gouvernement soviétique, elle soutiendrait ainsi non seulement une agression économique de la Moscovie rouge contre l'Ukraine, le Caucase, le Turkestan, la Carélie, agression qui est pratiquée depuis longtemps dans ces pays, mais elle soutiendrait également le régime d'esclavage d'une exploitation à outrance des masses populaires, elle soutiendrait en somme tout ce régime de dictature et de terreur qui fait tant souffrir le peuple opprimé de l'U.R.S.S., elle soutiendrait ce régime soviétique qui sème dans le monde entier le désordre et l'anarchie.

« C'est pour ces raisons que j'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence, au nom du gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne se trouvant en exil, une vive protestation contre le projet de M. Litvinov, ainsi que notre protestation renouvelée contre sa participation même au sein de la Commission d'études européennes. »

La mort de Holowko

L'assassinat de Tadeusz Holowko, député à la Diète polonaise et partisan ardent d'une entente polono-ukrainienne, a provoqué une grande consternation dans les milieux ukrainiens. Le gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne se trouvant en exil a présenté ses condoléances aux autorités polonaises. De nombreuses organisations ukrainiennes et beaucoup de particuliers ont également exprimé leurs condoléances à la veuve du défunt. Une vingtaine de couronnes aux couleurs ukrainiennes ont été déposées près du cercueil.

L'opinion ukrainienne sur le pacte de non-agression et le rapprochement franco-soviétique

Dans son article de tête du 13 septembre, le *Trident*, revue ukrainienne publiée à Paris, doute que le rapprochement franco-soviétique puisse se réaliser. Si la France croit refroidir par ce pacte les relations entre Berlin et Moscou, elle se trompe à coup sûr. Cette amitié a des raisons trop pratiques. Les Allemands accordent toujours aux Soviets des crédits énormes et leur fournissent l'appareil technique pour leur plan quinquennal; ils leur donnent, en outre, tout ce qui est nécessaire pour l'armée de l'U.R.S.S. Pour que les Soviets lâchent l'Allemagne et se rapprochent véritablement de la France, il faudrait que Paris leur concédât encore plus de crédit que ne fait l'Allemagne, et tout un organisme de technique industrielle et militaire. La France pourrait-elle accorder tout cela aux Soviets? Nous ne le croyons pas, répond la revue ukrainienne. C'est pour ces raisons que Litvinov a présenté tant d'excuses à Berlin, en affirmant qu'il n'a fait aucune concession sérieuse susceptible de nuire au traité de Rapallo.

Le rapprochement franco-soviétique ne peut s'accomplir que directement, affirme le *Trident*, et l'article se termine par un avertissement adressé à l'Allemagne: le jeu de Rapallo est un jeu dangereux. En appuyant l'U.R.S.S., le gouvernement germanique accorde une aide puissante à la III^e Internationale et il prépare en premier lieu sa propre chute et un nouveau désastre pour le peuple allemand.

TURKESTAN

L'appel des Turkestaniens dans les rangs de l'armée rouge

Jusqu'à ce jour, la loi sur le service militaire obligatoire ne s'étendait pas sur les indigènes des républiques nationales du Turkestan. L'armée rouge au Turkestan se composait de Russes. Le peu de Turkestaniens qui étaient admis dans l'armée rouge étaient soit des membres du parti, soit des « comsomols »



(jeunesses communistes); quant à la jeunesse sans parti, elle n'était admise à porter les armes que lorsqu'elle pouvait présenter une garantie politique de la part des cellules adéquates du parti.

A partir de cette année, depuis l'automne notamment, on se propose d'étendre la loi sur le service militaire sur les allogènes du Turkestan. La *Pravda Vostoka* du 15 juillet dernier annonce en effet que le 3^e Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. a chargé le Conseil des Commissaires du peuple de mettre à exécution le programme quinquennal des formations nationales militaires. D'après cette nouvelle loi, dès l'automne, les jeunes gens nés en 1909 seront soumis aux opérations du recrutement. Oui mais comment faire ? Au Turkestan, la population allogène ne possède aucun document certifiant la date de naissance. Dans ces conditions, la composition des feuilles présentera de grandes difficultés... Les listes des recrues répondant à l'appel doivent être préparées pour le 1^{er} août. Cependant, les dernières informations venant des sources soviétiques disent que non seulement ces listes ne seront point établies au délai fixé, mais que dans maints endroits on n'a même pas encore commencé à les établir.

La politique nationale et le coton

Dans un rapport lu à Tachkent les 4 et 5 juillet dernier, le premier secrétaire du Bureau de l'Asie Centrale à Tachkent, M. Baumann, s'est arrêté avec une insistance toute particulière sur la lutte qui se livre à l'intérieur du parti dans les rangs des communistes nationaux du Turkestan contre la politique nationale des Soviets dans ce pays. Ledit M. Baumann dit qu'il arrive souvent d'entendre opposer la politique du coton à « la politique de Lénine sur la question nationale ». C'est ainsi qu'un jour la question suivante fut posée au rapporteur par un groupe d'auditeurs de l'Université communiste de l'Asie Centrale : « Dans quel esprit de bolchevisme doit-on élever les organisations du parti : est-ce dans un esprit de lutte contre le nationalisme ou dans celui d'une lutte pour le coton ? »

M. Baumann dit encore que les « opportunistes » qui opposent la politique actuelle du coton du gouvernement soviétique « à la politique nationale de Lénine sur la question nationale », s'en tiennent aux paroles de Lénine lui-même qui annonçait que chaque peuple a le droit de se séparer de la Russie et de vivre d'une vie nationale d'Etat indépendant.

Ce même M. Baumann n'essaye même pas d'écarter cette contradiction effective entre cette déclaration vraiment révolutionnaire de Lénine, qui fut faite, hâtons-nous de le dire, en 1913, et la politique du coton des dirigeants actuels soviétiques, mais il se borne seulement à parler en général, tout en insinuant que celui qui tente de séparer la politique actuelle du coton de la politique nationale générale de la dictature du prolétariat, que ce soit volontairement ou involontairement, tombe dans le camp des contre-révolutionnaires nationaux...

ERRATA. — Dans l'article intitulé *L'unité du Caucase* (Prométhée, N° 58, p. 4), il est dit :

« Cette objection est particulièrement exploitée par les russes dont la mentalité reste la même malgré les dures leçons infligées et de religions. »

Il faut lire :

« Cette objection est exploitée particulièrement par les Russes. »
« Le Caucase, disent-ils, est un conglomérat de races, de langues et de religions. »

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

E5114E
1931